



**ZONE DE POLICE LOCALE « MIDI » n° 5341  
Anderlecht – Forest – Saint-Gilles**

**Siège administratif**

***Rue Démosthène, 36  
1070 Bruxelles***

**REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR  
DU CONSEIL DE POLICE**

***Législature 2018 – 2024  
Vote du 4 février 2019***

**Présidence en 2022**

***Fabrice CUMPS***

***Mail : [fcumps@anderlecht.brussels](mailto:fcumps@anderlecht.brussels)***

**Chef de Corps**

***Jurgen DE LANDSHEER***

***Tél. : 02.559.81.50***

***Mail: [jurgen.delandsheer@police.belgium.eu](mailto:jurgen.delandsheer@police.belgium.eu)***

**Secrétaire**

***Stéphanie BOSMANS***

***Tél. : 02.559.81.83***

***Mail: [stephanie.bosmans@police.belgium.eu](mailto:stephanie.bosmans@police.belgium.eu)***

## **REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU CONSEIL DE POLICE**

### **Section 1 : Fréquence des réunions**

Art. 1 : Le Conseil de Police se réunit chaque fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins quatre fois l'an.

Une fois par an, dans le courant de la semaine précédant la séance consacrée au budget, se tient une section réunie préparatoire consacrée à l'examen du budget par l'ensemble du Conseil de police. Les conseillers reçoivent la convocation et les documents nécessaires au moins sept jours francs avant la séance. Les conseillers qui assistent à cette réunion perçoivent un jeton de présence.

Trois fois par an sera inscrite à l'ordre du jour de la séance à huis clos du Conseil de police une présentation de l'analyse des statistiques criminelles de la Zone.

### **Section 2 : Décision relative à la réunion du Conseil de Police**

Art. 2 : Sans préjudice des articles 3 et 4, le Collège de Police convoque le Conseil de Police.

Art. 3 : En séance, le Conseil de Police peut, à la majorité des membres présents, décider du jour et de l'heure d'une nouvelle réunion afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

Art. 4 : A la demande d'un tiers des membres du Conseil de Police en fonction, le Collège de Police est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués par ces membres.

### **Section 3 : Ordre du jour**

Art. 5 : Sans préjudice des articles 6 et 7, le Collège de Police arrête l'ordre du jour.

Art. 6 : Lorsque le Conseil de Police est convoqué sur demande d'un tiers des membres, l'ordre du jour comprend par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

Art. 7 : Tout membre du Conseil de Police peut demander l'inscription de points supplémentaires à l'ordre du jour.

Toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au Collège de Police au moins cinq jours francs avant l'assemblée ; elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document susceptible d'éclairer le Conseil de Police. Il est interdit à un membre du Collège de Police de faire usage de cette faculté.

Le Collège de Police transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du Conseil de Police.

#### **Section 4 : Publicité des séances**

Art. 8 : Sans préjudice des articles 9 et 10, les séances sont publiques.

Art. 9 : Sauf lorsqu'il délibère du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le Conseil de Police statuant à la majorité des deux tiers des membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public, et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la séance ne sera pas publique.

Art. 10 : Le Président prononce immédiatement le huis clos lorsqu'il s'agit de questions de personnes, c'est à dire lorsque sont mises en cause :

- des personnes autres que les membres du Conseil de Police, le Chef de corps ou le Secrétaire de la Zone de Police ;
- la vie privée des membres du Conseil de Police, du Chef de corps ou du Secrétaire de la Zone de Police.

Art. 11 : Lorsque la séance a lieu à huis clos, seuls peuvent être présents :

- les membres du Conseil de Police ;
- le Secrétaire de la Zone de Police ;
- le Chef de corps de la Zone de Police ;
- les personnes appelées pour raisons de service.

Art. 12 : La séance à huis clos a toujours lieu après la séance publique, sauf en matière disciplinaire.

#### **Section 5 : Convocation**

Art. 13 : Sauf urgence, la convocation, qui fixe la date, l'heure et le lieu de la réunion et qui contient l'ordre du jour, est adressée par écrit, sous enveloppe fermée et à domicile au moins SEPT jours francs avant celui de la séance.

Conformément à l'article 27 de la Loi du 7 décembre 1998 sur le service de police intégré, structuré à deux niveaux, ce délai est ramené à DEUX jours quand l'article 90 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale est applicable.

#### **Section 6 : Mise à disposition des dossiers**

Art. 14 : Chaque point devant aboutir à une délibération et à un vote sera accompagné du projet de délibération, et si nécessaire d'une note explicative. Sans préjudice de l'article 16, les conseillers peuvent consulter toutes les pièces se rapportant à chaque point de l'ordre du jour auprès du Chef de corps de la Zone durant les heures de bureau dès l'envoi de la convocation, et ce au siège administratif de la Zone : Commissariat central d'Anderlecht, Rue Démosthène, 36 à 1070 Bruxelles.

Art. 15 : Durant les heures d'ouverture des services, les fonctionnaires désignés par le Chef de corps de la Zone, fournissent aux membres qui le demandent des informations au sujet des documents figurant aux dossiers.

Les membres conviennent des jours et heures avec le Chef de corps de la Zone.

Art. 16 : Au plus tard SEPT jours francs avant la réunion au cours de laquelle il sera délibéré du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le Collège de Police remet à chaque membre du Conseil de Police un exemplaire du projet de budget, de la modification budgétaire ou des comptes, accompagné des annexes requises.

Le projet de budget ou les comptes sont accompagnés d'un rapport qui comporte une synthèse du projet de budget ou des comptes.

Le rapport qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances de la Zone de Police durant l'exercice auquel se rapportent ces comptes.

Avant la délibération, le Collège de police commente le contenu du rapport.

### **Section 7 : Information au public et aux médias**

Art. 17 : Les lieu, jour, heure et ordre du jour des réunions sont affichés au siège juridique de la Zone dans les mêmes délais que ceux prévus aux articles 7, 13 et 16.

Les habitants intéressés qui le souhaitent sont informés par le Chef de corps de la Zone des réunions du Conseil de Police et de l'ordre du jour. Les mêmes informations sont données à la presse par courrier envoyé aux journalistes qui le souhaitent.

### **Section 8 : Présidence**

Art. 18 : Le Président ou son remplaçant préside la séance. S'il n'est pas présent à l'heure fixée par la convocation, il y a lieu de le considérer comme absent ou empêché et d'appliquer les articles 23 & 24 de la Loi du 7 décembre 1998 instaurant le service de police intégré, structuré à deux niveaux.

### **Section 9 : Ouverture et clôture des séances**

Art. 19 : Le Président ouvre, suspend ou clôt la séance.

Art. 20 : Le Président ouvre la séance à l'heure fixée. Si après une demi-heure d'attente, la majorité des membres du Conseil de Police n'est pas présente, la séance est ajournée conformément à l'article 27 de la Loi du 7 décembre 1998 instaurant le service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Art. 21 : Dès que la séance est close, le Conseil de Police ne peut plus délibérer valablement ; elle ne peut être rouverte.

## **Section 10 : Quorum**

Art. 22 : Conformément à l'article 27 de la Loi du 7 décembre 1998 sur le service de police intégré, structuré à deux niveaux, sans préjudice de l'article 90 al. 2 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil de Police ne peut prendre de résolution si la majorité des membres en fonction n'est pas présente.

## **Section 11 : Police des réunions**

Art. 23 : La police des réunions appartient au Président.

Art. 24 : Le Président peut, après avoir donné un avertissement préalable, faire expulser immédiatement de la salle tout individu qui parle, qui donne des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation ou qui trouble l'ordre de quelque façon que ce soit.

Le Président peut en outre faire dresser procès-verbal à charge de cette personne. Toute communication entre le public et les membres est interdite pendant les séances. L'usage d'appareils enregistrant le son ou l'image ou d'appareils portables de télécommunication est interdit sauf autorisation du Président.

Est à considérer comme troublant l'ordre public, toute personne violant par ses propos ou son attitude la loi du 30 juillet 1981 (dispositions contre le racisme ou la xénophobie).

Art. 25 : Le Président intervient :

- \* en accordant la parole, en la retirant au membre qui persiste à s'écarter du sujet;
- \* en retirant la parole au membre qui excite au tumulte, en le rappelant à l'ordre, en l'excluant, en suspendant la réunion, en levant celle-ci ou en mettant aux voix ce point de l'ordre du jour.

Art. 26 : Pour chaque point de l'ordre du jour, le Président peut :

- \* le commenter avant qu'il ne soit discuté ;
- \* après qu'il aura été commenté, accorder la parole aux membres, selon l'ordre des demandes ;
- \* clôturer la discussion lorsque le temps de parole a été suffisant avec un temps de parole qui ne sera pas inférieur à 10 minutes ;
- \* mettre l'objet aux voix, le vote portant d'abord :
  - \* sur la proposition éventuelle d'ajournement
  - \* sur les sous-amendements éventuels proposés par écrit en séance
  - \* sur les amendements éventuels proposés par écrit en séance
  - \* sur l'objet lui-même.

Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué, à moins que le Conseil de Police n'en décide autrement.

Les membres ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois sur le même objet, sauf autorisation du président.

Art. 27 : Sont considérés comme troublant l'ordre, les membres :

- \* qui prennent la parole sans l'avoir obtenue ;
- \* qui la conservent quand elle leur a été retirée ;
- \* qui interrompent un autre membre ;
- \* qui violent la loi du 30 juillet 1981 (disposition contre le racisme et la xénophobie).

Un membre rappelé à l'ordre peut se justifier. Le Président décide ensuite si le rappel à l'ordre est maintenu ou retiré.

En vertu de l'A.R. du 31 mars 1987, il est interdit de fumer dans la salle pendant les réunions du Conseil de Police.

Si l'Assemblée devient agitée, le Président peut suspendre la séance pendant un quart d'heure. Si l'agitation se renouvelle après la reprise de la séance, le Président peut lever la séance.

### **Section 12 : Point non inscrit à l'ordre du jour**

Art. 28 : Aucun point non inscrit à l'ordre du jour ne peut être traité sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger. L'urgence est déclarée par les 2/3 des présents ; leurs noms apparaissent au procès-verbal.

### **Section 13 : Validité des votes – majorité.**

Art 29 : Les résolutions (autres que nominations et présentations de candidats) sont prises à la majorité absolue des suffrages, déduction faite des abstentions, des bulletins nuls et blancs.

En cas de partage, la proposition est rejetée.

Art. 30 : En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage, à la pluralité des voix, entre les deux candidats qui ont obtenu le plus de voix.

En cas de parité des voix lors du ballottage, le plus âgé des candidats est préféré.

### **Section 14 : Publicité ou non du vote**

Art. 31 : Sans préjudice de l'article 32, le vote est public.

La parole n'est pas accordée durant un scrutin public ou secret.

Art. 32 : Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret à la majorité des voix.

### **Section 15 : Le vote public**

Art. 33 : Lorsque le vote est public, les membres votent à haute voix.

Art. 34 : Au début de chaque séance, le président tire au sort le nom du membre qui votera le premier.  
S'il est absent, c'est le premier membre présent après ce nom au tableau de préséance qui vote en premier.

Art. 35 : Après chaque scrutin, le Président proclame le résultat.

Art. 36 : Lorsque le vote est public, le procès-verbal de la séance indique le vote de chaque membre du Conseil de Police.

### **Section 16 : Le scrutin secret**

Art. 37 : En cas de scrutin secret, le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote séparés de telle façon que les membres n'aient plus qu'à remplir un cercle sous OUI ou NON.

L'abstention se manifeste par un bulletin blanc.

Art. 38 : Pour le vote et le dépouillement, les deux membres les plus jeunes et le Président composent le bureau.

Avant le dépouillement, les bulletins sont comptés ; si leur nombre ne coïncide pas avec celui des membres ayant pris part au vote, les bulletins sont annulés et les membres sont invités à voter une nouvelle fois.

Tout membre peut vérifier la régularité du dépouillement.

Art. 39 : Après chaque scrutin secret, le Président proclame le résultat.

### **Section 17 : Le procès-verbal**

Art. 40 : Conformément à l'article 29 de la Loi du 7 décembre 1998 instaurant le service de police intégré, structuré à deux niveaux, le Secrétaire de la Zone de Police établit le procès-verbal de la séance du Conseil de Police. Le procès-verbal reprend tous les objets mis en discussion, dans l'ordre chronologique, ainsi que les décisions ou la suite y réservée.

Chaque conseiller s'étant abstenu lors d'un vote public peut demander que la justification de son abstention soit reprise au procès-verbal.

Un compte-rendu sténographique est en outre établi; il reprend l'intégralité des débats des séances.

### **Section 18 : Approbation du procès-verbal**

Art. 41 : Il n'est pas donné lecture du procès-verbal de la séance précédente, mais celui-ci est mis à la disposition des membres conformément à l'article 14.

Art. 42 : Tout membre a le droit, pendant la réunion, de faire des observations sur le procès-verbal de la séance précédente.

Si ces observations sont adoptées, le Secrétaire de la Zone de Police présentera un nouveau texte à la séance suivante.

Si la séance s'écoule sans observation, le procès-verbal est considéré comme adopté. Il sera signé par le Président et le Secrétaire de la Zone de Police.

### **Section 19 : Des questions écrites et orales**

Art. 43 : Les membres ont le droit de poser au Collège de Police des questions écrites et orales, concernant l'administration de la Zone de Police. Les questions écrites peuvent être adressées par courrier, fax ou e-mail.

Art. 44 : Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception par le Collège de Police.

Art. 45 : Lors de chaque réunion, l'ordre du jour de la séance publique terminé, le président accorde la parole aux membres dans l'ordre des demandes, afin qu'ils puissent poser des questions orales au Collège de Police.

Ces demandes sont adressées, par écrit, au Président et ce au plus tard au début de la séance du Conseil de police.

Chaque membre a droit à une question par séance, avec un maximum de trois questions par groupe représenté.

Il est répondu :

- soit lors de la séance,
- soit lors de la réunion suivante avant les nouvelles questions,
- soit par écrit dans les 15 jours.

### **Section 20 : Droit d'interpellation du Collège de police par les citoyens**

Art. 46 : A l'ouverture de la séance du Conseil de police, en présence des membres du Collège de police et des Conseillers de police, un temps d'interpellation d'une demi-heure est réservé aux habitants des trois communes composant la Zone de police.

Art. 47 : La demande d'interpellation devra être rédigée en français ou en néerlandais. Elle devra porter sur une question d'intérêt local et présenter un caractère d'intérêt général. Est irrecevable l'interpellation relative à une matière :

- qui relève de la compétence des séances à huis clos ;
- qui relève de la compétence des services de police en matière judiciaire ;
- qui ne respecte pas les droits de l'homme ou revêt un caractère raciste ou xénophobe ;
- qui figure déjà à l'ordre du jour du Conseil de police ;
- qui a fait l'objet d'une interpellation devant le Conseil de police au cours des trois derniers mois ;
- qui relève d'une des compétences du Conseil Zonal de Sécurité ;
- qui fait l'objet d'une présentation des statistiques criminelles devant le Conseil de police.



La demande d'interpellation devra être signée par au moins vingt personnes majeures, belges ou étrangères, reprises dans les registres de la population des trois communes composant la Zone de police.

Art. 48 : Pour être prise en considération, la demande d'interpellation devra être remise au Secrétaire du Conseil de police, au moins dix jours francs avant la date fixée pour la séance du Conseil de police. Dans la demande d'interpellation seront repris les noms de l'interpellateur, des signataires et éventuellement de l'association représentée, ainsi qu'un bref exposé du sujet.

Art. 49 : Une copie du présent Règlement d'ordre intérieur sera remise aux intervenants par le Secrétaire du Conseil de police lors de la remise de la demande d'interpellation.

Art. 50 : Au cours d'une même séance, il n'est autorisé que deux interpellations de quinze minutes maximum chacune. Les demandes d'interpellation sont classées et numérotées par ordre d'arrivée dans les mains du Secrétaire du Conseil de police. Elles sont soumises dans cet ordre à la séance d'interpellation. Toutefois, lorsque l'urgence l'impose, il peut être admis une dérogation à ce principe. Les membres du Conseil de police se prononcent, à la majorité des deux tiers des membres présents, sur l'urgence.

A l'issue de l'exposé de l'intervenant, les Conseillers de police ont l'occasion d'exprimer leur point de vue, après quoi le Collège de police apporte une réponse. Le point est ensuite considéré comme clos. »

2) D'adopter l'aménagement horaire suivant pour les séances du Conseil de police :

- Ouverture de la séance à 19.00 au lieu de 18.30.

### **Section 21 : Droit d'obtenir des copies**

Art. 51 : Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la zone de police ne peut être soustrait à l'examen des membres.

Art. 52 : Il sera délivré photocopie aux conseillers de tous documents sur lesquels la loi leur donne droit de regard, sur simple demande orale ou écrite.

Chaque demande devra être adressée exclusivement au Chef de corps de la Zone ou, en cas d'absence, à son remplaçant.

Il sera donné suite aux demandes formulées par écrit dans un délai compatible avec la nature du document. Ce délai est de trente jours au maximum.

Il convient toutefois d'éviter que des demandes trop générales ne gênent la bonne marche des services de la Zone de Police ou que la mobilisation du personnel à toute heure du jour ne perturbe le fonctionnement normal et l'organisation desdits services.

Lorsque la demande est introduite dans les locaux de la Zone de Police au cours des 5 jours ouvrables précédant un Conseil de Police et porte sur les documents faisant partie intégrante d'un dossier soumis à ce Conseil de Police, l'obtention sera immédiate, sous réserve de l'application de l'alinéa 2.

Chaque photocopie format A4 – noir-blanc donnera lieu à la perception d'une redevance de 0,05 euro.

Art. 53 : Les procès verbaux des réunions du Collège de police seront automatiquement et gracieusement envoyés aux chefs des différents groupes politiques du Conseil de police.

### **Section 22 : Jetons de présence**

Art. 54 : Pour chaque réunion du Conseil de Police, les Conseillers à l'exclusion des membres du Collège de Police perçoivent un jeton de présence.

---



**LOKALE POLITIEZONE « ZUID » nr 5341**

**Anderlecht – Vorst – Sint-Gillis**

**Administratieve zetel**

**Demosthenesstraat, 36  
1070 Brussel**

**REGLEMENT VAN INWENDIGE ORDE  
VAN DE POLITIERAAD**

***Zittingsduur 2018 – 2024  
Stemming van 4 februari 2019***

**Voorzitterschap in 2021**

**Fabrice CUMPS**

**Mail : [fcumps@anderlecht.brussels](mailto:fcumps@anderlecht.brussels)**

**Korpschef**

**Jurgen DE LANDSHEER**

**Tel. : 02.559.81.50**

**Mail: [jurgen.delandsheer@police.belgium.eu](mailto:jurgen.delandsheer@police.belgium.eu)**

**Sekretaris**

**Stéphanie BOSMANS**

**Tel. : 02.559.81.83**

**Mail: [stephanie.bosmans@police.belgium.eu](mailto:stephanie.bosmans@police.belgium.eu)**

# REGLEMENT VAN INWENDIGE ORDE VAN DE POLITIERAAD

## **Sectie 1 : Frequentie van de vergaderingen**

Art. 1 : De Politieraad vergadert telkens als de zaken, die tot zijn bevoegdheid behoren, het vereisen en ten minste viermaal per jaar.

Eén keer per jaar, in de loop van de week voorafgaand op de zitting betreffende de begroting, wordt een voorbereidende vergadering gehouden met het oog op het onderzoek door heel de Politieraad van de begroting. De raadsleden ontvangen de oproeping en de nodige documenten minstens zevens dagen voor de zitting. De raadsleden die deze vergadering bijwonen krijgen het presentiegeld.

Drie keer per jaar zal de agenda van de zitting met gesloten deuren van de Politieraad een voorstelling van de criminele statistieken van de Zone inhouden.

## **Sectie 2 : Beslissing aangaande de vergadering van de Politieraad**

Art. 2 : Onverminderd art. 3 en 4, wordt de Politieraad bijeengeroepen door het Politiecollege.

Art. 3 : In zitting beslist de meerderheid van de aanwezige Politieraadsleden over dag en uur van een nieuwe zitting om alle op de agenda ingeschreven punten verder af te handelen.

Art. 4 : Wanneer een derde van de zittinghebbende leden het vraagt, is het Politiecollege verplicht de Politieraad bijeen te roepen op de aangewezen dag en het aangewezen uur.

## **Sectie 3 : Agenda**

Art. 5 : Onverminderd art. 6 en 7 stelt het Politiecollege de agenda vast.

Art. 6 : Wanneer de Politieraad op vraag van een derde van de leden samengeroepen wordt, geeft de agenda voorrang aan de punten, bepaald door de aanvragers van de vergadering.

Art. 7 : Elk Politieraadslid heeft het recht te vragen bijkomende punten op de agenda in te schrijven.

Elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt, moet uiterlijk VIJF vrije dagen voor de vergadering overhandigd worden aan het Politiecollege ; het moet vergezeld zijn van een verklarende nota of van elk document dat de raad kan voorlichten. Van deze mogelijkheid kan geen gebruik worden gemaakt door een lid van het Politiecollege. Het Politiecollege deelt de aanvullende agendapunten onverwijld mee aan de leden van de Politieraad.

#### **Sectie 4 : Openbaarheid van de zittingen**

Art. 8 : Onverminderd art. 9 en 10 zijn de zittingen openbaar.

Art. 9 : Behalve wanneer de Politieraad over de begroting, een begrotingswijziging of de rekeningen beraadslaagt, mag een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde en wegens ernstige bezwaren, die uit de openbaarheid zouden voortvloeien, beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

Art. 10 : Ingeval de besprekingen handelen over:

- andere personen dan de leden van de Politieraad, de Korpschef of de Zonesecretaris ;
  - het privé-leven van de Politieraadsleden, de Korpschef of van de Zonesecretaris ;
- beveelt de voorzitter terstond de behandeling in besloten vergadering.

Art. 11 : Tot de besloten vergadering zijn slechts toegelaten:

- de Politieraadsleden ;
- de Korpschef ;
- de Zonesecretaris ;
- de personen die om dienstredenen opgeroepen worden.

Art. 12 : De besloten zitting kan slechts plaatsvinden na de openbare zitting, uitgezonderd in tuchtzaken.

#### **Sectie 5 : Bijeenroeping**

Art. 13 : Behalve in spoedeisende gevallen geschiedt de oproeping schriftelijk, onder gesloten omslag, en aan huis, ten minste ZEVEN vrije dagen vóór de dag van de vergadering; zij vermeldt de agenda. Overeenkomstig artikel 27 van de Wet van 7 december 1998 op de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wordt deze termijn evenwel tot TWEE vrije dagen teruggebracht voor de toepassing van art. 90, 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet.

#### **Sectie 6 : Ter beschikking stellen van de dossiers**

Art. 14 : Elk punt dat aanleiding geeft tot een beraadslaging en een stemming zal vergezeld worden door een ontwerp van beraadslaging, en indien nodig van een uitleggende nota. Onverminderd artikel 16, mogen de Politieraadsleden alle stukken betreffende elk punt van de agenda bij de Korpschef van de Zone tijdens de kantooruren raadplegen, vanaf het verzenden van de agenda van de bijeenroeping, en dit bij de administratieve zetel van de Zone : Central Commissariaat te Anderlecht, Demosthenesstraat, 36 - 1070 Brussel.

Art. 15 : Tijdens de openingsuren van de diensten, geven de door de de Korpschef aangewezen ambtenaren, de nodige inlichtingen betreffende de documenten die in de dossiers voorkomen.

Dag en uur worden met de Korpschef afgesproken.

Art. 16 : Uiterlijk ZEVEN vrije dagen voor de vergadering gedurende welke de Politieraad dient te beraadslagen over de begroting, over een begrotingswijziging of over de rekeningen, doet het Politiecollege aan elk Politieraadslid een exemplaar toekomen van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen, vergezeld van de bijlagen die vereist zijn.

Het ontwerp van begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag dat een synthese bevat van de begroting of de rekeningen. Vóór de beraadslaging geeft het Politiecollege commentaar over de inhoud van het verslag.

Het verslag dat betrekking heeft op de begroting geeft een overzicht van het beheer van de Zonefinanciën gedurende het dienstjaar waarop de rekeningen betrekking hebben.

### **Sectie 7 : Informatie voor publiek en media**

Art . 17 : Plaats, dag en uur van de raadsvergaderingen en de agenda worden openbaar bekendgemaakt door aanplakking aan de juridische zetel in dezelfde termijnen als deze voorzien zijn door de artikels 7, 13 en 16.

Elke belangstellende inwoner, die het wenst kan door de Korpschef ingelicht worden over de vergaderingen van de Politieraad en de agenda. Elke journalist die het wenst ontvangt per brief dezelfde inlichtingen.

### **Sectie 8 : Voorzitterschap**

Art. 18 : De Voorzitter of zijn wettige plaatsvervanger zit de Raad voor. Indien de Burgemeester niet aanwezig is op het vastgestelde uur wordt hij/zij als afwezig of belet beschouwd en past men artikels 23 & 24 van de Wet van 7 december 1998 op de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus toe.

### **Sectie 9 : Opening en sluiting van de vergaderingen.**

Art. 19 : De vergadering wordt door de Voorzitter geopend, onderbroken of gesloten.

Art. 20 : De Voorzitter opent de vergadering op het vastgestelde uur. Indien een half uur na het vastgestelde uur, de meerderheid der Politieraadsleden niet aanwezig is, wordt de vergadering verdaagd overeenkomstig artikel 27 van de Wet van 7 december 1998 op de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Art. 21 : Na het sluiten van de vergadering zal deze niet heropend worden en kan men niet meer geldig beraadslagen.

## **Sectie 10 : Quorum**

Art. 22 : Overeenkomstig artikel 27 van de Wet van 7 december 1998 op de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, en onverminderd artikel 90, ali. 2 van de Nieuwe Gemeentewet, mag de Politieraad geen beslissing nemen indien de meerderheid van de zetelende leden niet aanwezig is.

## **Sectie 11 : Handhaving van de orde tijdens de vergaderingen.**

Art. 23 : De Voorzitter handhaaft de orde tijdens de vergadering.

Art. 24 : De Voorzitter kan, na een voorafgaande waarschuwing, terstond ieder persoon doen verwijderen, die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt.

De Voorzitter kan bovendien proces-verbaal opmaken tegen de overtreder.

Ieder overleg tussen het publiek en de leden is verboden tijdens de vergadering.

Het gebruik van beeld- of klankopname-apparaten evenals van draagbare telecommunicatietoestellen is verboden behalve met de toelating van de Voorzitter.

Moet ook als wanorde veroorzakend beschouwd worden elke persoon die door zijn houding of gesprekken de wet van 30 juli 1981(bepalingen tegen racisme en xenofobie) overtreedt.

Art. 25 : De Voorzitter komt tussen :

- \* door het woord te verlenen of te ontnemen aan een lid dat voortdurend van het onderwerp afdwaalt;
- \* door het woord te ontnemen van het lid dat wanorde veroorzaakt, door hem tot de orde te roepen, door het lid uit te sluiten, door de zitting te onderbreken of te sluiten, door het begin van de stemming betreffende het agendapunt aan te kondigen.

Art. 26 : Voor elk punt van de agenda mag de Voorzitter :

- \* voordat het in bespreking gebracht wordt commentaar leveren ;
- \* nadat het punt becommentarieerd werd, het woord geven aan de leden, in de volgorde van de aanvragen ;
- \* de bespreking beëindigen als de gesprekstijd voldoende geweest is, echter met een minimumduur van 10 minuten ;
- \* de stemming laten beginnen in onderstaande volgorde;
  - \* over een eventueel voorstel van verdaging;
  - \* over de sub-amendementen die eventueel schriftelijk ingediend werden gedurende de zitting;
  - \* over de amendementen die eventueel schriftelijk ingediend werden gedurende de zitting;
  - \* over het onderwerp zelf.

De punten van de agenda zijn behandeld in de vastgestelde volgorde tenzij de Politieraad er anders over beslist.

Over éénzelfde onderwerp kunnen de gemeenteraadsleden slechts twee maal tussenkomen. De Voorzitter kan hierop een uitzondering toestaan.

Art. 27 : Worden als ordeverstoring beschouwd:

- \* het woord nemen zonder het te hebben gevraagd;
- \* aan het woord blijven nadat het woord ontnomen werd door de Voorzitter; een ander lid onderbreken ;
- \* de overtreding van de wet van 30 juli 1981 (bepalingen tegen racisme en xenofobie).

Elk lid dat tot de orde werd geroepen, mag zich verantwoorden, waarna de Voorzitter beslist of de maatregel gehandhaafd blijft of ingetrokken wordt.

Krachtens het K.B. van 31 maart 1987, is het verboden te roken in de zaal tijdens de vergaderingen van de Politieraad of de Politieraadcommissies.

Indien de vergadering woelig wordt, mag de Voorzitter de zitting gedurende vijftien minuten onderbreken. De Voorzitter mag de zitting sluiten indien het gewoel na heropening van de debatten herbegint.

### **Sectie 12 : Niet ingeschreven punten op de agenda**

Art. 28 : Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren.

Tot spoedbehandeling kan niet worden besloten dan door ten minste twee derde van de aanwezige leden; de namen van die leden worden in de notulen vermeld.

### **Sectie 13 : Geldigheid van de stemming – Meerderheid**

Art. 29 : De besluiten (behalve bij benoemingen of bij voordracht van kandidaten) worden bij volstreekte meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen genomen, en dit na aftrek van de onthoudingen, van blanco en nihil-stembriefjes. Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

Art. 30 : Indien bij de benoeming of bij de voordracht van kandidaten de volstreekte meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming bij gewone meerderheid plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Indien er bij herstemming gelijkheid van stemmen is, krijgt de oudste kandidaat de voorkeur.

### **Sectie 14 : Openbare of geheime stemming**

Art. 31 : Onverminderd het artikel 32 is de stemming openbaar. Het woord wordt niet verleend gedurende de openbare of geheime stemming.

Art 32 : De voordrachten van kandidaten, benoemingen tot ambten, terbeschikkingstellingen, preventieve schorsingen in het belang van de dienst en tuchtstraffen geschieden bij geheime stemming bij volstreekte meerderheid van stemmen.



### **Sectie 15 : De openbare stemming.**

Art. 33 : Bij openbare stemming stemmen de leden mondeling.

Art. 34 : Bij de aanvang van elke vergadering loot de Voorzitter de naam uit van het lid dat eerst zal stemmen. Indien het aangeduide lid afwezig is, wordt de stemming begonnen met het eerstvolgende aanwezige lid op de ranglijst.

Art. 35 : Na elke stemming maakt de Voorzitter de uitslag bekend.

Art. 36 : Bij openbare stemming, vermelden de notulen de stemming van ieder Politieraadslid.

### **Sectie 16 : De geheime stemming**

Art. 37 : Bij geheime stemming, is de geheimhouding van de stemming verzekerd door het gebruik van voorbereide stembiljetten zodat het Politieraadslid alleen maar de cirkels JA of NEEN moet inkleuren.

Een blanco stembiljet wijst op onthouding.

Art. 38 : Voor de stemming en de stemopneming, wordt het aantal stembriefjes geteld; stemt dit aantal niet overeen met het aantal Politieraadsleden die aan de stemming hebben deelgenomen, worden de stembriefjes vernietigd en wordt elk Politieraadslid uitgenodigd opnieuw te stemmen.

Ieder Politieraadslid is gemachtigd de regelmatigheid van de stemopnemingen na te gaan.

Art. 39 : Na elke geheime stemming, maakt de Voorzitter de uitslag bekend.

### **Sectie 17 : De notulen**

Art. 40 : Overeenkomstig artikel 29 van de Wet van 7 december 1998 op de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, stelt de Zonesecretaris de notulen op van de vergadering van de Politieraad. De notulen vermelden, in chronologische volgorde, alle besproken onderwerpen, alsook het gevolg dat gegeven werd of de beslissingen die genomen werden.

Een Politieraadslid dat zich onthoudt tijdens een openbare stemming mag vragen om de rechtvaardiging van zijn stemgedrag in de notulen op te nemen.

Een stenografisch verslag wordt daarenboven gemaakt; hij bevat de debatten in hun geheel.

## **Sectie 18 : Goedkeuring van de notulen**

Art. 41 : Er wordt geen lezing gegeven van de notulen van de vorige vergadering, maar de notulen worden ter beschikking gesteld van de leden overeenkomstig artikel 14.

Art. 42 : Elk lid heeft het recht om tijdens de vergadering bezwaren tegen de redactie van de vorige notulen in te brengen. Worden de bezwaren gegrond bevonden, dan is de secretaris gehouden een nieuwe redactie voor te leggen in de eerstvolgende vergadering.

Indien geen bezwaren worden uitgebracht voor het einde van de vergadering, zijn de notulen goedgekeurd.

De goedgekeurde notulen worden ondertekend door de Voorzitter en de Zonesecretaris.

## **Sectie 19 : Mondelinge en schriftelijke vragen**

Art. 43 : De leden hebben het recht schriftelijke en mondelinge vragen te stellen, betreffende het beheer van de gemeente. Schriftelijke vragen kunnen per brief, fax of e-mail gesteld worden.

Art. 44 : Het Politiecollege beantwoordt de schriftelijke vragen binnen de maand.

Art. 45 : Nadat de dagorder van de openbare zitting is afgelopen, verleent de Voorzitter tijdens iedere vergadering het woord aan de leden in volgorde van de vragen opdat zij aan het Politiecollege mondelinge vragen zouden kunnen stellen. Deze vragen worden schriftelijk tot de Voorzitter gericht, tenlaatste aan de opening van de zitting van de Politieraad. Ieder lid heeft recht op een vraag per zitting, met een maximum van drie vragen per vertegenwoordigde groep.

Men antwoordt :

- \* hetzij gedurende dezelfde zitting;
- \* hetzij tijdens de volgende vergadering voor het stellen van nieuwe vragen;
- \* hetzij schriftelijk binnen de vijftien dagen.

## **Afdeling 20 : Interpellatierecht van het Politiecollege door de burgers**

Art. 46 : Op het ogenblik van de opening van de Politieraad, in aanwezigheid van de leden van het Politiecollege en van de Politieraadsleden, is een interpellatietermijn van een halfuur voorzien ten gunste van de inwoners van de meergemeentenpolitiezone.

Art. 47 : De aanvraag tot interpellatie zal moeten opgesteld worden ofwel in het Frans ofwel in het Nederlands. Zij zal van lokaal belang moeten zijn en een algemeen karakter moeten hebben. De volgende interpellaties zullen onontvankelijk zijn :

- als zij de bevoegdheden van de zittingen met gesloten deuren betreffen ;
- als zij de gerechtelijke bevoegdheden van de politiediensten betreffen ;
- als zij de mensenrechten niet naleven of als zij op een racistische of vijandige wijze opgesteld zijn ;

- als hun inhoud reeds op de agenda staat van de Politieraad ;
- als zij reeds het voorwerp uitmaakten van een interpellatie op de Politieraad tijdens de drie laatste maanden ;
- als zij de bevoegdheden van de Zonale Veiligheidsraad betreffen ;
- als hun inhoud het voorwerp uitmaakt van een voorstelling van de criminele statistieken voor de Politieraad.

De aanvraag tot interpellatie zal moeten ondertekend worden door minstens twintig meerderjarige personen, Belgen of vreemdelingen, opgenomen in de bevolkingsregisters van de drie gemeenten van de Politiezone.

Art. 48 : Om in acht te kunnen worden genomen zal de aanvraag tot interpellatie aan de Secretaris van de Politieraad moeten gericht worden, minstens vijftien dagen voor de datum van de zitting van de Politieraad. In de aanvraag worden de namen opgesomd zowel van de interpellant als van de medeondertekenaars en eventueel van de vertegenwoordigde vereniging. De aanvraag zal eveneens een korte samenvatting van het onderwerp moeten bevatten.

Art. 49 : Een kopij van onderhavig Reglement van inwendige orde zal overhandigd worden aan de interpellanten op het ogenblik van het neerleggen van de aanvraag tot interpellatie.

Art. 50 : Tijdens dezelfde zitting zullen slechts twee interpellaties toegelaten worden, elk van maximum vijftien minuten. De aanvragen tot interpellatie zullen in volgorde geklasseerd en genummerd worden door de Secretaris van de Politieraad. Zij zullen in die volgorde voorgelegd worden tijdens de zitting. Niettemin zal, in dringende gevallen, van deze regel kunnen afgeweken worden. De leden van de Politieraad spreken zich uit over de dringendheid, mits een stemming met tweederdemeerderheid.

Op het einde van de uiteenzetting zullen de Politieraadsleden hun standpunt kunnen uitleggen voordat het Politiecollege een antwoord geeft. Het onderwerp zal dan afgesloten worden. »

2) Het volgend uurrooster voor de zittingen van de Politieraad aan te nemen :

- Opening van de zitting om 19.00 uur i.p.v. 18.30 uur.

### **Sectie 21 : Recht om afschriften te verkrijgen**

Art 51: Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur mag aan het onderzoek van de Politieraadsleden worden onttrokken.

Art 52 : Op eenvoudige mondelinge of schriftelijke vraag zullen aan de Politieraadsleden fotokopieën worden afgegeven van alle documenten waarover de wet inzagerecht verleent.

Elke vraag zal uitsluitend tot de Korpschef gericht worden, of aan zijn plaatsvervanger indien hij afwezig zou zijn.

Aan de schriftelijk ingediende vragen zal een gevolg worden gegeven binnen een termijn die met de aard van het document verenigbaar is. Deze termijn bedraagt niet meer dan dertig dagen.

Niettemin moet men trachten te vermijden dat te algemene vragen de goede werking van de Zonediensten hinderen of dat door mobilisering van het personeel op om het even welk uur van de dag de normale werking en organisatie van bedoelde diensten in het gedrang zouden komen.

Indien de vraag om kopieën ingediend wordt in de lokalen van de Politiezone, binnen de vijf werkdagen die een raad voorafgaan, en betrekking heeft op documenten die deel uitmaken van een dossier dat aan deze vergadering wordt voorgelegd, zal de aflevering onmiddellijk geschieden, onder voorbehoud van toepassing van alinea 2.

De vergoeding verschuldigd voor elke fotokopie, A4-formaat – zwart-wit, bedraagt 0,05 €uro.

Art. 53 : De processen-verbaal van de vergaderingen van het Politiecollege zullen automatische en kosteloos verzonden worden (via de post of elektronisch) aan de leiders van de verscheidene politieke fracties van de Politieraad.

## **Sectie 22 : Presentiegeld**

Art. 54 : Voor elke vergadering van de Politieraad, verleent men presentiegeld aan de Politieraadsleden met uitzondering van de leden van het Politiecollege.

---